

genève Mercredi 18 mars 2009

## Conférence de Durban sur le racisme: le retournement qui peut sauver le sommet

Par Stéphane Bussard

### Un nouveau texte, consensuel, pourrait réconcilier Occidentaux et Etats arabo-musulmans pour la réunion d'avril

La Conférence d'examen de Durban sur le racisme, qui se tient à Genève du 20 au 24 avril, est-elle sauvée du marasme? Lundi, les Etats de l'Union européenne menaçaient de se retirer de ce sommet mondial dont l'objectif est d'évaluer la mise en œuvre, dans les Etats, des recommandations émises à Durban en 2001 pour combattre le racisme sous toutes ses formes. Mardi, le Russe Youri Boychenko, qui dirige le groupe de travail chargé d'élaborer un projet de déclaration finale de Durban II, a réussi, avec l'aide de l'Egypte, de la Belgique et de la Norvège, à présenter un nouveau texte qui lève les principaux objets de controverse entre Occidentaux, monde arabo-musulman et pays africains. A ce stade, tout le monde salue les vertus diplomatiques de Youri Boychenko.

#### Religion, antisémitisme...

Le retournement est considérable. Le document, qui est passé d'une soixantaine de pages à 17 pages, ne parle plus du concept de diffamation des religions que les Occidentaux voyaient comme une manière de réduire la liberté d'expression de façon inacceptable. Il ne fait pas non plus mention d'Israël et ne contient plus de propos jugés antisémites par certaines délégations. Enfin, la notion de réparations relatives au colonialisme a disparu du texte présenté hier aux différents groupes régionaux. Les pays musulmans ont eu droit à une concession: les discriminations liées à l'homosexualité ne sont plus mentionnées.

Ambassadeur du Pakistan auprès des Nations unies à Genève et coordinateur pour l'Organisation de la conférence islamique en matière de droits de l'homme, Zamir Akram le souligne: «Le nouveau document est le résultat d'un consensus et de négociations. Pour l'obtenir, il fallait accepter de ne pas défendre des positions maximalistes.» Zamir Akram n'était lui-même pas satisfait du premier projet de déclaration finale, «un fourre-tout incohérent». D'où son regard critique sur le bras de fer engagé par les Occidentaux: «C'est une tempête dans un verre d'eau.» Dans le processus de préparation de Durban II, l'ambassadeur pakistanais approuve le fait que la diffamation des religions ne soit pas érigée en principe. La notion d'incitation à la haine raciale et religieuse, contenue dans l'article 20 du Pacte relatif aux droits civils et politiques, lui paraît suffisante. Le diplomate n'a toutefois pas apprécié «qu'il y ait (ndlr: de la part des Occidentaux) des préconditions à une négociation multilatérale».

Vice-représentant de l'Egypte auprès de l'ONU et ministre plénipotentiaire, Ahmed Ihab Gamaleldin espère que la Conférence sur le racisme de Genève sera un succès et que tous les Etats y participeront. «Le texte raccourci reflète l'une des plus grandes priorités du groupe africain, le racisme. J'espère que tous les Etats vont s'approprier ce texte de consensus.» Son pays a joué un rôle majeur de modérateur plutôt inhabituel qui n'est pas passé inaperçu.

En dépit des commentaires plutôt positifs, le nouveau projet de déclaration n'est toutefois pas un aboutissement. «C'est une bonne base de discussion», estime un diplomate occidental. Ahmed Ihab Gamaleldin partage cet avis, mais reconnaît que «de part et d'autre, il faudra faire preuve de bonne foi et de bonne volonté pour que chaque Etat se sente prêt à s'approprier le texte. Car l'absence de consensus serait dangereuse. Tout Etat se verrait légitimé à faire toute sorte de demande dans les

instances multilatérales». Le comité préparatoire de la conférence se réunira le 6 avril pour finaliser le document qui devra encore être approuvé par tous les Etats. Désormais, une question suscite une inquiétude: des Etats comme la Syrie ou l'Iran ouvriront-ils la boîte de Pandore en adoptant des positions maximalistes à l'égard d'Israël? Les Européens vont-ils se contenter de ce texte? Ahmed Ihab Gamaleldin met en garde: «Nous n'avons jamais eu aussi peu de temps pour élaborer un texte dans une conférence multilatérale de l'ONU. La première lecture a eu lieu à la fin de février.»

Directrice du bureau genevois de Human Rights Watch, Julie Rivero se félicite de ce pas en avant. Mais elle met les Européens devant leur responsabilité: «La balle est dans leur camp. Il faut qu'ils adoptent désormais un agenda plus constructif.»

**LE TEMPS** © 2009 **Le Temps SA**